

22 octobre 1995, New York

Allocution dans le cadre du 50^e anniversaire des Nations Unies

Pour le Canada les Nations unies représentent, depuis cinquante ans, notre plus bel espoir de connaître la paix dans le monde. Je crois que la raison de notre attachement est simple. Les Nations unies représentent la primauté du droit, la justice sociale et politique, ainsi que le règlement pacifique des différends.

Ces principes sont importants aux yeux des Canadiennes et des Canadiens. Ils sont au cœur de notre identité. Et, même s'il leur arrive parfois de l'oublier, les Canadiens ont acquis pour eux-mêmes ce à quoi la communauté internationale aspire : une façon de vivre ensemble, en paix, et de se comprendre mutuellement. Si nous n'avons pas réponse à tous les problèmes, nous avons néanmoins les moyens de chercher ces réponses ensemble, dans le respect, la tolérance, et la recherche de compromis.

Durant cinquante ans, l'ONU a lutté contre le racisme et le colonialisme, contre la maladie et l'analphabétisme. Elle s'est portée à la défense de ceux et celles qui n'ont pas voix au chapitre, des opprimés, et des millions de femmes et d'enfants du monde entier. Elle a contenu de nombreux conflits et apporté un soulagement à nombre de victimes. Mais il y a encore beaucoup de choses à accomplir.

La paix n'est toujours qu'un rêve pour des millions de personnes dans le monde. Il faut encore défendre les droits des nations et les droits individuels tels que définis en droit international. L'écart est beaucoup trop grand entre les pays riches et pauvres. L'équilibre entre le développement économique et la santé écologique reste à atteindre. Nous avons tant à faire. Mais maintenant, même les Nations unies subissent de fortes pressions.

On l'observe dans la crise financière que traverse l'organisation. Un trop grand nombre d'États membres ne paient pas leur quote-part à temps ou intégralement. Mais l'aspect financier n'est que le symptôme d'une crise beaucoup plus profonde... la conviction de plus en plus répandue que les nations ne peuvent collaborer efficacement à résoudre leurs préoccupations communes. Certains prétendent que les actions globales sont trop complexes. D'autres prétendent que les coûts rattachés à l'ONU sont trop élevés et que cela n'en vaut pas la peine. Ces raisonnements trahissent un manque de confiance en l'avenir. Ce à quoi le Canada n'adhérera pas. Aujourd'hui, encore plus qu'il y a cinquante ans, le monde forme un seul tout.

Nous avons plus que jamais besoin des Nations unies. Nous en avons besoin pour maintenir la stabilité internationale. Nous en avons besoin pour nous attaquer aux problèmes qui font fi des frontières, le sida, les drogues, le terrorisme. Nous pouvons améliorer l'ONU. Les États peuvent payer leur quote-part, ils doivent le faire. Maintenant. Nous pouvons réviser le barème des quotes-parts pour tenir compte des réalités économiques actuelles, et nous devons le faire sans tarder. Le Conseil de sécurité peut être plus représentatif. Il peut faire preuve d'une plus grande transparence et améliorer ses concertations et ses mandats de maintien de la paix. Des améliorations ont été entreprises. Complétons le travail.

Nous pouvons intervenir plus rapidement en situation de crise. Le Canada a déposé une

étude sur les moyens d'améliorer le déploiement rapide des personnels militaires et civils des Nations unies. Nous sommes encouragés de voir que l'ONU étudie sérieusement ces propositions. Nous pouvons revoir le mandat des institutions spécialisées et nous assurer qu'elles traitent les bons dossiers de la bonne façon. Le Secrétaire général a entrepris de s'attaquer aux gaspillages et aux pratiques non efficaces au sein de l'ONU.

C'est ce que nous avons entrepris dans nos pays. Nous ne devons pas en faire moins pour l'ONU. Il y a cinquante ans, dans les cendres d'une guerre mondiale, dans l'ombre de 50 000 000 de morts, nos prédécesseurs ont eu la force de croire à un avenir meilleur. Et le courage et la détermination de le bâtir. Le résultat a été la création des Nations unies.

Nous, les leaders de 1995, devrions sûrement en faire autant. Je vous promets que le Canada s'est engagé sur cette voie. Les Canadiennes et les Canadiens croient en l'avenir. Sans cette conviction à la fois profonde et inébranlable, nous n'aurions pas bâti le pays que les Nations unies ont identifié comme étant le meilleur endroit où vivre dans le monde.

C'est cette inébranlable conviction que nous avons apportée aux Nations unies. C'est ce que nous nous engageons à y apporter pour les cinquante prochaines années.